



RÈGLEMENTS DE SÉCURITÉ

EAU VIVE QUÉBEC

Canoë-kayak d'eau vive, planche à pagaie, surf, rafting

[Table des matières](#)

OBJET ET PORTÉE DU RÈGLEMENT DE SÉCURITÉ	4
AVIS AUX MEMBRES	4
LOIS ET RÉGLEMENTS	5
INTERPRÉTATION	5
CHAPITRE 1. LES INSTALLATIONS ET LES ÉQUIPEMENTS D'ENTRAÎNEMENT	7
LES INSTALLATIONS	7
LES ÉQUIPEMENTS DE SÉCURITÉ ET DE COMMUNICATION	8
ÉQUIPEMENT DU PARTICIPANT	9
CHAPITRE 2. L'ENTRAÎNEMENT DES PARTICIPANTS	13
ENTRAÎNEMENT	13
RATIO LORS DE L'ENTRAÎNEMENT OU DE L'ENSEIGNEMENT	13
DÉROULEMENT DE L'ENTRAÎNEMENT ET DE LA PRATIQUE D'UN MEMBRE	14
CHAPITRE 3. LA PARTICIPATION À UN ÉVÈNEMENT, À UNE COMPÉTITION OU À UN SPECTACLE À CARACTÈRE SPORTIF	16
AFFILIATION	16
DURÉE DE LA COMPÉTITION	16
RESPONSABILITÉS DU PARTICIPANT	16
ÉQUIPEMENT	16
DIMENSIONS DE L'EMBARCATION	16
CHAPITRE 4. LA FORMATION ET LES RESPONSABILITÉS DES PERSONNES APPELÉES À JOUER UN RÔLE AUPRÈS DES PARTICIPANTS	18
EXIGENCES GÉNÉRALES DE FORMATION	18
RESPONSABILITÉS	19
CHAPITRE 5. LA FORMATION ET LES RESPONSABILITÉS DES PERSONNES CHARGÉES DE L'APPLICATION DES RÈGLES DE JEU ET DES RÈGLES DE SÉCURITÉ, INCLUANT LES RESPONSABILITÉS LIÉES À LA PRÉVENTION DES INCIVILITÉS	21
OFFICIELS	21
CHAPITRE 6. L'ORGANISATION ET LE DÉROULEMENT D'UN ÉVÈNEMENT, D'UNE COMPÉTITION OU D'UN SPECTACLE À CARACTÈRE SPORTIF	24
DEMANDE DE SANCTION	24
PERSONNEL	24
DIRECTEUR DE COMPÉTITION	24
TRACEUR DE PARCOURS	25
CHEF TECHNIQUE	26
OFFICIEL AUX COMMUNICATIONS ET À LA SÉCURITÉ	26
CHAPITRE 7. LES LIEUX OÙ SE DÉROULE UN ÉVÈNEMENT, UNE COMPÉTITION OU UN SPECTACLE À CARACTÈRE SPORTIF	27
Decembre 2024	2

INSTALLATIONS SPORTIVES REQUISES	27
LE DÉROULEMENT ET LA SUPERVISION	27
L'ACCESSIBILITÉ ET LA CONFORMITÉ DES LIEUX	28
CHAPITRE 8. LES INSTALLATIONS ET LES ÉQUIPEMENTS UTILISÉS LORS D'UN ÉVÈNEMENT, D'UNE COMPÉTITION OU D'UN SPECTACLE À CARACTÈRE SPORTIF	29
SYSTÈME DE SUSPENSION POUR LE SLALOM	29
CHAPITRE 9. LES SERVICES ET ÉQUIPEMENTS DE SÉCURITÉ REQUIS LORS D'UN ÉVÈNEMENT, D'UNE COMPÉTITION OU D'UN SPECTACLE À CARACTÈRE SPORTIF	30
SERVICES	30
ÉQUIPEMENTS ET INSTALLATIONS	30
CHAPITRE 10. LA PRÉVENTION, LA DÉTECTION ET LE SUIVI DES COMPORTEMENTS SUSCEPTIBLES DE METTRE EN PÉRIL LA SÉCURITÉ PHYSIQUE OU PSYCHOLOGIQUE DES PERSONNES	32
SECTION 1	32
SECTION 2	33
SECTION 3	33
CHAPITRE 11. LE CONTRÔLE DE L'ÉTAT DE SANTÉ DES PARTICIPANTS	34
ANTIDOPAGE	34
SANTÉ GÉNÉRALE DES PARTICIPANTS	34
CHAPITRE 12. LA PRÉVENTION, LA DÉTECTION ET LE SUIVI DES COMMOTIONS CÉRÉBRALES	36
PRÉVENTION, INFORMATION ET SENSIBILISATION	36
DÉTECTION ET GESTION	36
CHAPITRE 13. LES SANCTIONS EN CAS DE NON-RESPECT DU RÈGLEMENT	38
ANNEXE 1 - PLAN D'URGENCE	39
ANNEXE 2 - TROUSSE DE PREMIERS SOINS	40
ANNEXE 3 – RAPPORT D'INCIDENT	41

OBJET ET PORTÉE DU RÈGLEMENT DE SÉCURITÉ

Le règlement de sécurité a pour objet d'assurer la sécurité des participants et des spectateurs lors de la pratique d'un sport. Il s'agit avant tout d'un outil de prévention des traumatismes qui peuvent survenir lors de la pratique d'activités récréatives et sportives.

Il est important de préciser qu'un règlement de sécurité s'applique aux disciplines sportives qui y sont expressément visées et aux contextes de pratique qui leur est propre, ce qui comprend généralement des activités de formation, de pratiques ou d'entraînements, des événements ou des compétitions organisés, reconnus ou sanctionnés par Eau Vive Québec.

Les règlements de sécurité approuvés viennent notamment permettre à Eau Vive Québec d'inspecter les installations et équipements pour en vérifier la conformité et la sécurité et ainsi pourvoir à leur obligation de les faire respecter.

Les décisions et sanctions rendues par un officiel, un arbitre ou un juge en application des règles de jeu et qui ne relèvent pas du champ d'application du présent règlement de sécurité sont exécutoires dans l'immédiat et ne peuvent faire l'objet d'une révision par le ministre.

AVIS AUX MEMBRES

Les articles suivants sont tirés de la Loi sur la sécurité dans les loisirs et les sports (RLRQ, c. S-3.1) et s'appliquent au présent règlement.

Décision

29. Une fédération d'organismes sportifs ou un organisme sportif non affilié à une fédération doit, après avoir rendu une décision conformément à son règlement de sécurité, en transmettre copie à la personne visée dans un délai de 10 jours à compter de la date de cette décision et l'informer qu'elle peut en demander la révision par le ministre dans les 30 jours de sa réception.

1979, c. 86, a. 29; 1988, c. 26, a. 12; 1997, 43, a. 675; 1997, c. 79, a. 13; N.I. 2016-01-01 (NCPC).

Ordonnance

29.1 Le ministre peut ordonner à une personne de respecter le règlement de sécurité d'une fédération d'organismes sportifs ou d'un organisme sportif non affilié à une fédération lorsque cette fédération ou cet organisme omet de le faire respecter.

1988, c. 26, a. 13; 1997, c. 79, a. 14.

Infraction et peine

60. Une personne qui refuse d'obéir à une ordonnance du ministre, de la Régie ou d'une personne à qui l'un ou l'autre a donné mandat est passible d'une amende de 1 000 \$ à 10 000 \$ dans le cas d'une personne physique et de 2 000 \$ à 20 000 \$ dans les autres cas.

1979, c. 86, a. 60; 1988, c. 26, a. 23; 1990, c. 4, a. 810; 1992 c. 61, a. 555; 1997, c. 79, a. 38.

61. En plus de toute autre sanction qui peut être prévue dans les statuts ou règlements d'une fédération d'organismes sportifs ou d'un organisme sportif non affilié à une fédération dont le ministre a approuvé le règlement de sécurité, une personne qui ne respecte pas une décision rendue par cette fédération ou cet organisme en application de ce règlement, est passible d'une amende de 250 \$ à 2 500 \$ dans le cas d'une personne physique et de 500 \$ à 5 000 \$ dans les autres cas.

1979, c. 86, a. 61; 1990, c. 4, a. 809; 1997, c. 79, a. 40.

LOIS ET RÉGLEMENTS

Bien que non spécifique au présent règlement de sécurité, en tout temps, il est recommandé, de respecter l'ensemble des lois et règlements applicables dans le cadre de la pratique du Canoë-Kayak d'eau vive, de la Planche à pagaie, du Surf et du Rafting, notamment :

- Transports Canada (Lois sur la marine marchande et Règlement sur les petits bâtiments)

INTERPRÉTATION

Anneaux de bosse : Cordelettes ou barres de sécurité qui forment des poignées aux deux extrémités de l'embarcation

Arène : Toute partie d'une rivière ou d'un lac utilisée par les participants avant, pendant ou après l'activité de l'évènement

CKC : Canoë Kayak Canada

Encadrement : Supervision générale, accompagnement ou soutien lors d'une sortie dans un contexte d'entraînement non compétitif

Enseignement : Interaction directe et ciblée entre un instructeur et des participants pendant la pratique du canoë-kayak d'eau vive, de la planche à pagaie, du surf ou du rafting dans le cadre du programme de pratiquant

Entraînement : Pratique du canoë-kayak d'eau vive, de la planche à pagaie, du surf ou du rafting exercée sous la supervision d'un entraîneur en vue d'une compétition

Entraîneur : Personne supervisant des participants ou interagissant directement avec eux pendant un entraînement en vue d'une compétition

EVQ : Eau Vive Québec

ICF : International Canoe Federation

Intervenant : Personne qualifiée selon les brevets reconnu par la Fédération comme enseignant, entraîneur, moniteur, instructeur, encadreur, guide ou officiel de canoë-kayak, planche à pagaie, surf ou rafting

ISA : International Surfing Association

IRF : Fédération Internationale de Rafting (FIR)

Pratique libre : Pratique du canoë-kayak d'eau vive, de la planche à pagaie, du surf ou du rafting exercée par un membre sans la supervision d'un instructeur ou d'un entraîneur

PNCE : Programme National de Certification des Entraîneurs

Rafting : La pratique non commerciale de la discipline

SEV : Sauvetage en eau vive

SUP : Planche à pagaie (Stand-Up Paddle Board)

Rapide école : Fin d'un rapide qui se jette dans un bassin d'eau calme

Zone de surf : Zone côtière où l'on pratique le surf, située entre les vagues déferlantes les plus éloignées générées par les marées et le littoral le plus proche

CHAPITRE 1. LES INSTALLATIONS ET LES ÉQUIPEMENTS D'ENTRAÎNEMENT

LES INSTALLATIONS

1. Lieux

Le choix du lieu d'entraînement, d'enseignement ou de pratique doit être fait en fonction de la classification des rivières ou du plan d'eau, et du niveau technique des participants.

Un entraînement ou un enseignement en rivière doit se faire à une distance minimale de 50 mètres ou plus en amont d'un rapide de classe V, soit la distance qui détermine les zones d'eau calme. En deçà de cette distance, au moins une personne dans une embarcation doit être présente à la fin du parcours afin d'assurer la sécurité des participants.

Pour toute autre section ou zone jugée comme risquée, nous suggérons qu'au moins une personne sur la rive soit prête à intervenir en cas de danger. Idéalement, une personne devrait avoir un sac à corde, ainsi que l'équipement et les connaissances minimales au sauvetage en eau vive, le cas échéant.

2. Luminosité minimale

Un participant peut pratiquer une activité nautique (en eau calme ou en eau vive) à l'extérieur tant qu'il lui est possible de voir jusqu'à 25 mètres devant lui. En eau calme et sur des plans d'eau élargis, la navigation est régie par le *Règlement de 2020 sur la sécurité de la navigation* de Transport Canada.

3. Qualité du Lieu

L'aire de pratique, d'entraînement ou d'enseignement doit être libre de tout objet pouvant constituer un danger non inhérent à la pratique.

4. Système de suspension pour le slalom

Lors des entraînements ou de l'enseignement sur les lacs, les rivières ou en piscine, le système de suspension supportant les portes et leurs fiches, ainsi que la signalisation doivent :

- I. utiliser des fils d'acier – les fils doivent avoir au moins une grosseur de 3/32 peu importe la distance;
- II. être attaché à un arbre, à un poteau ou à un point d'ancrage capable de supporter les charges nécessaires;
- III. être recouverts aux points de contact avec un arbre afin de ne pas abîmer l'écorce, si le système est attaché à un arbre.

LES ÉQUIPEMENTS DE SÉCURITÉ ET DE COMMUNICATION

5. Transport d'urgence

Au moins un véhicule automobile doit être disponible pour le transport en cas d'urgence et être accessible dans un délai raisonnable.

6. Trousse de premiers soins

Une trousse de premiers soins contenant au moins le matériel décrit à l'annexe 2 doit être accessible en tout temps.

7. Matériel de secours

Le matériel suivant doit être accessible en tout temps par les intervenants, et son emplacement (près de l'aire de pratique, d'entraînement ou d'enseignement) doit être communiqué aux personnes sous leurs supervisions :

Canoë-kayak et rafting

- 1 sac à corde contenant une corde hydrofuge de 18 m de long et de 7 mm de diamètre (ces spécifications sont minimales)
- 4 mousquetons
- 3 poulies
- 2 Prusiks
- 2 sangles de 25 mm X 3 m
- 3 cordelettes de 5,5 ou 6 mm X 1,5 m
- 1 pagaie de secours

Planche à pagaie

- 1 sac à corde contenant une corde hydrofuge de 18 m de long et de 7 mm de diamètre (ces spécifications sont minimales)
- 1 pagaie de secours

Surf

- 1 sac à corde contenant une corde hydrofuge de 18 m de long et de 7 mm de diamètre (ces spécifications sont minimales)

8. Sac à corde

Pour les sites de pratique ou les descentes de 50 mètres et plus, on doit prévoir un sac à corde pour chaque trois embarcations (la corde doit être d'au moins 15 mètres). L'entraîneur, l'instructeur ou l'encadreur déterminera quelles embarcations seront équipées des sacs à corde.

En rapide école et en slalom, les sacs à corde sont répartis sur les rives à des endroits connus des participants.

Dans le cas des sites délimités de moins de 50 mètres, au moins un sac à corde doit être accessible et placé stratégiquement.

9. Pratique sans supervision

Au cours d'une pratique sans supervision d'un membre, les installations et les équipements doivent être conformes aux normes prévues aux articles 1 à 8.

10. Inspections

Les rapides écoles, les parcours ou les zones de pratique doivent être inspectés avant chaque séance par la personne responsable de ceux-ci. Le responsable peut déléguer cette tâche à une autorité compétente.

ÉQUIPEMENT DU PARTICIPANT

11. Liste de l'équipement général

Modification – Toute modification apportée à l'équipement d'un participant ne doit pas en altérer le coefficient de sécurité ni en affaiblir les caractéristiques de structure ou de construction.

- i.* **Pagaie** – Les pagaies doivent être insubmersibles. Chaque groupe d'embarcations doit être muni d'au moins une pagaie de secours.
- ii.* **Casque** – Le participant doit porter un casque qui :
 - a. permet à l'eau de s'échapper rapidement;
 - b. s'attache par une sangle ou une courroie non élastique;
 - c. protège le front et la nuque;
 - d. comporte une mousse intérieure n'absorbant pas l'eau.
- iii.* **Vêtement de flottaison** – Le participant doit porter un vêtement de flottaison individuel (VFI) ou un gilet de sauvetage de taille appropriée et approuvé par la Garde côtière canadienne, Pêches et Océans Canada ou Transports Canada.
- iv.* **Vêtement isolant** – Le participant est responsable de porter des vêtements adaptés à la température de l'eau advenant le cas d'une immersion prolongée. La norme $T^{\circ} \text{eau} + T^{\circ} \text{air} = 37^{\circ} \text{C}$ étant considérée comme minimale pour un choix approprié.
- v.* **Embarcation** – Une embarcation doit être insubmersible et les participants doivent être en mesure de se libérer facilement de leur embarcation.
- vi.* **Courroie d'attache** – Les personnes pratiquant la planche à pagaie ou le surf doivent être équipées d'une laisse de sécurité attachée à la planche et à leur cheville ou un

harnais à dégagement rapide. Cette laisse doit être détachable facilement d'une seule main.

12. Canoë-kayak

L'équipement du participant doit être conforme aux normes indiquées à l'article 11, i à v, ainsi qu'aux exigences suivantes :

Jupette – La personne qui pratique le canoë-kayak doit porter une jupette bien ajustée à sa taille et à l'hiloire de l'embarcation. Dans le cas des canoës ne disposant pas d'hiloire, c'est-à-dire *ouverts* puisque l'eau peut naturellement s'en échapper, la jupette n'est pas requise.

Embarcation – Les éléments de flottaison qui sont ajoutés à une embarcation ne sont pas obligatoires, mais doivent être répartis également le long de l'axe longitudinal. Nous suggérons à ce titre des « ballons de pointes » gonflés pouvant être positionnés à l'avant ou à l'arrière de l'embarcation.

- Tous les canoës-kayaks doivent être munis, sur chacun des ponts, d'une poignée ou d'un anneau de bosse permettant aisément d'y passer la main. Pour des raisons de sécurité et de sauvetage, le matériel utilisé doit pouvoir résister à une forte traction lorsqu'on ramène l'embarcation remplie d'eau au rivage ou au quai.
- L'aménagement de l'espace intérieur d'un canoë-kayak doit permettre au kayakiste de sortir de manière autonome et rapide.

Circuit de courte distance

- Au cours d'une circuit en eau calme de courte distance, l'équipement du participant doit être conforme aux normes prévues à l'article 11 ii à iv.

13. Rafting

L'équipement du participant doit être conforme aux normes indiquées à l'article 11 i à v, ainsi qu'aux exigences suivantes :

- Le radeau pneumatique doit être construit avec des matériaux solides et en bon état.
- Le radeau pneumatique doit posséder au moins quatre réserves de flottabilité.
- Le radeau pneumatique doit être bordé d'une corde accrochée autour du radeau ou de courroies qui peuvent servir de prises.
- Le radeau ne doit jamais être surchargé de passagers ni d'équipement dont le poids dépasse la capacité de charge recommandée par le fabricant.
- Tout équipement mobile, toute boîte de rangement ou autre objet dangereux pour les passagers doit être solidement attaché et arrimé.

14. Planche à pagaie

Eau calme – L'équipement du participant doit être conforme aux normes indiquées à l'article **11 i et iii à vi**, ainsi qu'aux exigences suivantes :

- **Équipement de flottaison** – La flottaison lors des randonnées en eau calme est assurée par le gilet de sauvetage (ou vêtement de flottaison individuel), la planche et la laisse. Un participant doit porter un vêtement de flottaison individuel ou un gilet de sauvetage de taille appropriée et approuvé par la Garde côtière canadienne, Pêches et Océans Canada ou Transports Canada.
- **Ancrage/mise à l'ancre** – La pratique du SUP-Yoga ou SUP-Fitness nécessite que la planche à pagaie soit relativement stable. Nous recommandons donc que toutes les embarcations soient mises à l'ancre grâce à la courroie d'attache fixée à un dispositif d'ancrage au fond de l'eau. La pratique sécuritaire exige aussi de fixer à ce même système tout le matériel de sécurité (veste de flottaison) et les effets personnels n'étant pas utilisés lors de l'activité. Chaque personne devrait avoir aussi un sac à corde.

Eau vive – L'équipement du participant doit être conforme aux normes indiquées à l'article **11 i à vi**, ainsi qu'aux exigences suivantes :

- Certaines exceptions s'appliquent à l'utilisation d'une planche à pagaie dans les vagues. Une planche à pagaie utilisée dans le cadre d'une activité de surf, dans une zone de surf (*surf zone*), est considérée comme une planche de surf et le pratiquant est donc soumis à des normes légèrement différentes. Notamment, les gilets de sauvetage ne sont pas obligatoires à l'intérieur de la zone de surf, alors que la laisse de sécurité droite (*straight leash*) est obligatoire.
- Transports Canada encourage l'utilisation de la laisse, sans toutefois la considérer comme un gilet de sauvetage ou un vêtement de flottaison individuel. Lors de toutes autres randonnées en eau vive, en dehors d'une zone de surf, certains équipements de sécurité sont nécessaires pour assurer une pratique en rivière sécuritaire, telle qu'indiqué à l'article **11 ii à vi**.

Laisse de sécurité – En eau vive, en dehors d'une zone de surf, nous suggérons fortement d'utiliser une laisse de taille avec un harnais à dégagement rapide .

Embarcation – En eau vive, nous suggérons fortement d'utiliser une embarcation conçue pour tous les types d'environnements. Les modèles de planches en plastique ou gonflables sont populaires.

Autres équipements de protection – Nous recommandons fortement que les personnes qui pratiquent la planche à pagaie en eau vive se munissent de protections supplémentaires au niveau des épaules, des coudes, du bas du dos ainsi que de chaussures ou bottillons nautiques fermées.

15. Surf

L'équipement du participant doit être conforme aux normes indiquées à l'article **11 ii à vi**, ainsi qu'aux exigences suivantes :

- Certaines exceptions s'appliquent au surf lors de la pratique dans les vagues. Les pratiquants utilisant des planches de surf dans une zone de surf (*surf zone*) sont soumis à des normes légèrement différentes. Notamment, les gilets de sauvetage ne sont pas obligatoires à l'intérieur de la zone de surf, alors que la laisse de sécurité droite (*straight leash*) est obligatoire. Cependant, lors d'un cours d'initiation au surf, EVQ recommande le port du VFI pour les participants.
- Transports Canada encourage l'utilisation de la laisse, sans toutefois la considérer comme un gilet de sauvetage ou un vêtement de flottaison individuel. Lors de toutes autres sorties en eau vive, en dehors d'une zone de surf, certains équipements de sécurité sont nécessaires pour assurer une pratique en rivière sécuritaire, telle qu'indiqué à l'article **11 ii à vi**.

Laisse de sécurité - En eau vive, en dehors d'une zone de surf, nous recommandons l'utilisation d'une laisse de taille avec un harnais à dégagement rapide.

Autres équipements de protection - Nous recommandons fortement que les personnes qui pratiquent le surf en eau vive se munissent de protections supplémentaires, dont des chaussures ou bottillons nautiques fermée.

CHAPITRE 2. L'ENTRAÎNEMENT DES PARTICIPANTS

ENTRAÎNEMENT

16. Affiliation

Tout participant à un entraînement ou à un enseignement doit être membre de EVQ.

17. Supervision de l'entraînement

L'entraînement doit être supervisé par un instructeur ou un entraîneur possédant une certification reconnue par EVQ.

RATIO LORS DE L'ENTRAÎNEMENT OU DE L'ENSEIGNEMENT

18. Canoë-kayak – eau calme

En eau calme, le ratio d'un instructeur, encadreur ou entraîneur certifié par huit embarcations doit être respecté en tout temps. Le ratio passe à 1 : 12 si un assistant formé est présent.

19. Canoë-kayak – eau vive

En eau vive, le ratio de 1 : 6 doit être respecté. Le nombre peut passer à 10 embarcations si l'instructeur, encadreur ou entraîneur est aidé d'un assistant s'il a obtenu la formation requise pour l'environnement et la certification de sauvetage en eau vive (SEV 2).

20. Planche à pagaie – eau calme

Le ratio est de 1 : 6 doit être respecté. Le nombre peut passer à 1 : 8 embarcations si l'instructeur, encadreur ou entraîneur est aidé d'un assistant s'il a obtenu les formation requise pour l'environnement. Le ratio peut passer à 1 : 10 dans le cas d'un cours de SUP-Yoga ou SUP-Fitness où l'embarcation (planche) est ancrée pour toute la durée du cours.

21. Planche à pagaie – eau vive

Le ratio est de 1 : 6 doit être respecté. Le nombre peut passer à 1 : 8 embarcations si l'instructeur, encadreur ou entraîneur est aidé d'un assistant s'il a obtenu les formation requise pour l'environnement et la certification de sauvetage en eau vive (SEV 2).

22. Surf

Le ratio de moniteurs par participants est de 1 : 6.

23. Rafting

Le ratio d'instructeur ou d'encadreur par participants dans une embarcation de 16 pieds est de 1 : 10. Maximum deux participants par tube de flottaison transversal et deux guides dans chaque embarcation.

DÉROULEMENT DE L'ENTRAÎNEMENT ET DE LA PRATIQUE D'UN MEMBRE

24. Responsabilités du participant

Le participant doit :

- I. évacuer l'aire d'entraînement ou d'enseignement lorsqu'une vérification s'avère nécessaire ou lorsque se présente un risque non inhérent à la pratique en eau vive ou en eau calme;
- II. dans la mesure du possible, porter un secours immédiat à un autre participant en difficulté;
- III. s'assurer qu'il est sous la supervision d'un instructeur, encadreur, entraîneur ou accompagné d'au moins 2 autres personnes capable d'effectuer des manœuvres de sauvetage en cas d'urgence;
- IV. s'assurer qu'au moins trois embarcations sont présentes s'il entreprend une descente de rivière;
- V. déclarer à l'instructeur, l'encadreur ou à l'entraîneur tout changement de son état de santé qui empêche la pratique normale de son activité ou qui risque d'avoir des conséquences néfastes sur son intégrité corporelle;
- VI. vérifier son équipement avant et après chaque utilisation;
- VII. faire une reconnaissance des lieux avant de descendre la rivière afin de connaître les caractéristiques spécifiques du plan d'eau sur lequel il aura à évoluer;
- VIII. connaître les classes des rivières, les différents mouvements d'eau dus à la morphologie d'une rivière et les risques inhérents à la pratique des sports nautiques en eau vive;
- IX. évoluer sur une rivière ou un plan d'eau dont la classe ou la difficulté du milieu de pratique ne dépasse pas son niveau de formation et de sa capacité technique;
- X. s'abstenir de consommer de l'alcool, des drogues ou toutes autres substances susceptibles de compromettre ses capacités lorsqu'il pratique son activité;
- XI. déclarer à l'instructeur, l'encadreur ou à l'entraîneur qu'il porte des lentilles cornéennes ou autres prothèses, ou toute condition médicale;
- XII. déclarer à l'instructeur, l'encadreur ou à l'entraîneur qu'il utilise un médicament ou qu'il en ressent l'effet.

25. Fin de la séance

La dernière personne d'un groupe à effectuer une descente ou à compléter un parcours doit :

- I. être un intervenant certifié, un sauveteur en eau vive certifié ou un participant possédant un niveau technique supérieur au groupe;

- II. s'assurer que nul membre du groupe ou participant au même entraînement ne descend derrière lui;
- III. s'assurer de la bonne communication (signaux de sécurité), le cas échéant, avec le ou les groupes le précédant.

26. Nombre d'heures d'entraînement recommandé selon l'âge

Âge	Stades de Développement	Volume d'entraînement	Durée des séances
5-11 ans	Le plaisir d'apprendre	Haute saison : Camp saisonnier 1-4x/sem. Saison morte : Développement des habiletés physiques de base selon les Intérêts de l'individu.	~60 min
Garçon : 9-13 ans Filles : 9-12 ans	Développement des bases	Haute saison : Camp d'été 2-7x/sem. Saison morte : 1x4/sem.	~60 min @ 120 min
Garçons : 12-17 ans Filles : 11-16 ans	Consolidation des acquis	Haute saison : 5-7x/sem. Saison morte : 1-5x/sem.	~60 min @ 120 min
Garçons : 16-23 ans Filles : 15-23 ans	Spécialisation	Haute saison : 8-12x/sem. Saison morte : 1-6x/sem.	~60 min @ 120 min
20 ans et plus	Haut-Niveau	Haute saison : 12x et plus/sem. Saison morte : 5-10x/sem.	~60 min @ 120 min
Tous les âges	Vie active	Selon objectif spécifique ou temps disponible	Selon objectif

CHAPITRE 3. LA PARTICIPATION À UN ÉVÈNEMENT, À UNE COMPÉTITION OU À UN SPECTACLE À CARACTÈRE SPORTIF

AFFILIATION

27. Les participants à une compétition sanctionnée par la fédération EVQ doivent être membres de celle-ci.

DURÉE DE LA COMPÉTITION

28. La durée d'une compétition varie selon la discipline (canoë-kayak, rafting, planche à pagaie, surf), le niveau des athlètes (débutant, intermédiaire, expert), l'âge des participants, le nombre de participants, et la formule de la compétition.

RESPONSABILITÉS DU PARTICIPANT

29. Le participant doit :

- I. connaître et respecter les dispositions du présent règlement;
- II. déclarer à l'organisateur tout renseignement sur son état de santé;
- III. assister à la séance d'information avant le début de l'évènement;
- IV. s'abstenir de consommer de l'alcool ou toutes autres substances dopantes susceptibles de compromettre ses capacités;
- V. céder le passage à un participant plus rapide en descente lorsqu'il entend « *free* »;
- VI. accepter les décisions des organisateurs et des officiels concernant le déroulement de la compétition;
- VII. éviter de nuire au déroulement des performances des autres participants;
- VIII. quitter le parcours dès que sa performance est terminée;
- IX. avoir l'autorisation d'un parent ou d'un tuteur légal s'il est mineur.

ÉQUIPEMENT

30. L'équipement du participant doit être conforme aux normes indiquées dans le chapitre 1.

DIMENSIONS DE L'EMBARCATION

31. La dimension (et autres critères) de l'embarcation dans un contexte de compétition provincial, national ou international, doit respecter les spécifications émises par la fédération en charge, selon la discipline.

CATÉGORIES D'ÂGE

32. Les catégories d'âge des participants sont classées comme suit :

- Senior: 18 ans et plus
- Junior: 14 à 18 ans
- Cadet : 12 à 14 ans

CHAPITRE 4. LA FORMATION ET LES RESPONSABILITÉS DES PERSONNES APPELÉES À JOUER UN RÔLE AUPRÈS DES PARTICIPANTS

EXIGENCES GÉNÉRALES DE FORMATION

33. Pour être un intervenant, une personne doit :

- i. détenir au moins la certification entraîneur de premier niveau (Compétition – Introduction) par le Programme National de Certification des Entraîneurs (PNCE), le brevet d'instructeur en eau calme (lac et piscine – niveau 1) par Canoë Kayak Canada ou le brevet d'instructeur SUP avancé en eau calme de Pagaie Canada;
- ii. être âgée d'au moins 16 ans lors de l'obtention des brevets susmentionnée, et de 18 ans et plus pour tous les autres niveaux;
- iii. avoir suivi au minimum un cours de premiers soins (y compris RCR/DEA) de 16 heures avec une organisation reconnue par le gouvernement du Québec;
- iv. En eau vive, obtenir au minimum un brevet de sauvetage en eau vive niveau 2 offert par la Société de Sauvetage, Canot Kayak Québec, Eau Vive Québec ou une autre association reconnue par Eau Vive Québec.
- v. Suivre avec succès la formation et l'évaluation de la [Prise de décisions éthiques \(PDE\)](#) par l'entremise de l'Association canadienne des entraîneurs (ACE), quelle que soit la discipline.

34. Canoë-kayak

Les intervenants de canoë-kayak sont classés comme suit :

- **Instructeur Lac 1 (L1)** – enseigner en plan d'eau calme;
- **Encadreur 2 (L2)** - guider dans des rapides de classes I et II, et parfois de classe III;
- **Instructeur 2 (I2)** – enseigner en eau vive, dans des rapides de classe I et II avec quelques rapides de classe III;
- **Encadreur 3 (L3)** – guider dans des rapides de classe III avec quelques rapides de classe IV;
- **Instructeur 3 (I3)** – enseigner en eau vive dans des rapides de classe III avec quelques rapides de classe IV;
- **Encadreur 4 (L4)** – guider dans des rapides de classe IV avec quelques rapides de classe V;

35. Planche à pagaie

Les instructeurs de planche à pagaie sont classés comme suit :

- **Instructeur de base** en eau calme (Compétences de base – eau calme seulement);
- **Instructeur avancé** en eau calme (Compétences avancées en eau calme – eau calme seulement).

Spécification selon la discipline :

- **Rivière 1** – guider et enseigner sur des rapides de classe I;
- **Rivière 2** – guider et enseigner sur des rapides de classe II;
- **Surf 1** – guider et enseigner dans des conditions de surf modérées (moins d'un mètre) dans un environnement côtier;
- **Surf 2** – guider et enseigner dans des conditions de surf avancées (plus d'un mètre) dans un environnement côtier ou riverain;
- **Randonnée 1** – connaissances marines, de sécurité nautique, de technique de pagaie et de navigation dans un environnement côtier; navigation dans un environnement marin modéré avec des possibilités fréquentes d'accoster;
- **Randonnée 2** – navigation dans des conditions modérées de pratique en mer, randonnée d'au moins une nuitée avec quelques possibilités d'accoster sur les berges.

36. Surf

Les moniteurs de surf sont classés comme suit :

- **Niveau 1** – formation pour débutants (compétences intermédiaires);
- **Niveau 2** – formation pour intermédiaires (compétences avancées) : surfer des vagues de 1 mètre (3 pieds) et plus, techniques et manœuvres avancées;
- **Niveau 3** – formation pour avancés (compétences expertes) : performance, entraînement, compétition, analyse vidéo;
- **Niveau 4** – formation pour être formateur d'instructeur (maîtrise de tous les enseignements).

37. Accréditation

Chaque personne ayant suivi avec succès un cours de formation d'instructeur ou d'entraîneur recevra un certificat d'attestation. Chaque détenteur de ce certificat d'attestation devra la présenter à toute personne qui lui en fait la demande.

RESPONSABILITÉS

38. Responsabilités communes des intervenants

L'intervenant doit s'assurer :

- I. qu'un participant puisse recevoir les premiers soins en cas de blessure;
- II. que les participants ne consomment pas de boissons alcoolisées ou de substances dopantes;
- III. que les participants ont tout l'équipement nécessaire;

- IV. de choisir des aires d'entraînement et d'enseignement qui correspondent au niveau technique des participants, et que l'inspection du lieu soit faite avant l'entraînement ou l'enseignement;
- V. d'obtenir les autorisations nécessaires auprès des autorités (municipales, gouvernementales, privées ou scolaires) afin de pouvoir utiliser un site;
- VI. que les participants sont en mesure de s'entraîner ou de prendre part à un cours ou à une descente;
- VII. de laisser les lieux en bon état après un entraînement ou un enseignement;
- VIII. de transmettre dans un délai de 15 jours ouvrables à EVQ un rapport sur toute blessure ou incident survenu au cours d'une activité sous sa supervision;
- IX. d'avoir une pagaie de secours lors des activités sous sa surveillance;
- X. de déterminer à quel endroit se trouveront les sacs à corde;
- XI. de faire approuver par son club (ou son école) et par sa fédération son plan d'enseignement ou son programme d'entraînement, ainsi que son plan de sécurité.

39. Responsabilités spécifiques à l'entraîneur

L'intervenant doit considérer les éléments suivants :

- I. Toutes les compétitions prévoient une rencontre pré-évènementielle avec tous les entraîneurs. L'entraîneur doit participer à cette réunion ou y déléguer un représentant;
- II. Le plan d'entraînement préliminaire doit être approuvé par le conseil d'administration de EVQ, un de ses comités ou un représentant désigné, avant qu'il ne soit utilisé pour l'entraînement d'athlète;
- III. Tous les entraîneurs en eau vive doivent souscrire à une assurance responsabilité civile (offerte par l'affiliation à EVQ).

Lorsque survient un accident ayant causé une blessure lors de la pratique sportive (dont en contexte d'entraînement), les personnes jouant un rôle auprès des participants (personne désignée) doivent faire un rapport de l'événement sur la formule prévue à l'annexe 3 et en faire parvenir une copie à la Fédération dans les 15 jours de l'événement.

CHAPITRE 5. LA FORMATION ET LES RESPONSABILITÉS DES PERSONNES CHARGÉES DE L'APPLICATION DES RÈGLES DE JEU ET DES RÈGLES DE SÉCURITÉ, INCLUANT LES RESPONSABILITÉS LIÉES À LA PRÉVENTION DES INCIVILITÉS

OFFICIELS

40. Compétitions chronométrées

Les officiels suivants doivent être présents au cours d'une compétition de slalom sanctionnée par la Fédération :

- I. chef-arbitre
- II. commissaire à l'embarquement
- III. responsable de la sécurité
- IV. traceur de parcours
- V. vérificateur aux embarcations
- VI. juge de départ
- VII. juge de secteur (dans le cas de slalom seulement)
- VIII. juge d'arrivée

41. Compétitions jugées

- I. chef-arbitre
- II. responsable de la sécurité
- III. commissaire à l'embarquement
- IV. vérificateur aux embarcations
- V. chronométreur
- VI. juge des figures
- VII. scribe pour chaque juge

42. Cumulation

Au cours d'une compétition locale, régionale ou provinciale, un officiel peut cumuler plusieurs fonctions.

43. Classification

Les niveaux d'arbitre reconnus par la Fédération sont :

- Niveau I : Arbitre local/club
- Niveau II : Arbitre régional
- Niveau III : Arbitre provincial
- Niveau IV : Arbitre national
- Niveau V : Arbitre international

44. Organismes de formation

Les organisations responsables de la formation des arbitres selon les niveaux mentionnés ci-dessus sont les suivantes :

Niveau I : EVQ

Niveau II : EVQ

Niveau III : Sports Québec et EVQ

Niveau IV : CKC, Surf Canada

Niveau V : ICF, ISA, IRF

45. Âge minimum

Une personne doit être âgée d'au moins 16 ans pour être arbitre de niveau I, II ou III et d'au moins 18 ans pour les niveaux IV et V.

46. Exigences pour le rôle de chef-arbitre

Pour être chef-arbitre, une personne doit :

- I. être nommée par EVQ ou obtenir l'approbation de celle-ci pour sa nomination; être âgée de 18 ans ou plus;
- II. avoir une expérience d'au moins 3 ans d'arbitrage dans la discipline visée;
- III. détenir la certification d'arbitre de niveau III pour des compétitions provinciales.

47. Responsabilités du chef-arbitre

Le chef-arbitre est responsable du déroulement de la compétition. Il veille au respect des règlements de compétition de la Fédération et des présents règlements. À ce titre, il doit :

- i. superviser le travail des officiels;
- ii. recevoir les protêts;
- iii. arrêter la compétition si la sécurité d'un participant est en danger;
- iv. refuser le départ à un participant si son embarcation ou équipement ne répond pas aux normes prévues aux présents règlements;
- v. faire un rapport à la Fédération sur toute infraction aux présents règlements dans les 7 jours ouvrables suivant la compétition;
- vi. donner l'approbation finale du tracé;
- vii. rendre la décision à la suite d'un protêt;
- viii. reporter une compétition lorsqu'il juge que les conditions météorologiques posent un risque pour la sécurité des participants.

48. Autres officiels

Le starter, le commissaire à l'embarquement et le vérificateur aux embarcations doivent interdire le départ à un participant dont l'équipement ne répond pas aux normes prévues aux chapitres 1.

49. Responsable de la sécurité

Le responsable de la sécurité doit être âgé d'au moins 18 ans et doit coordonner les opérations de sauvetage et de premiers soins. Ils doivent également s'assurer que leurs certificats SEV 2 et de premiers secours sont à jour.

CHAPITRE 6. L'ORGANISATION ET LE DÉROULEMENT D'UN ÉVÈNEMENT, D'UNE COMPÉTITION OU D'UN SPECTACLE À CARACTÈRE SPORTIF

DEMANDE DE SANCTION

50. Le directeur de compétition, avant de présenter une demande de sanction à EVQ pour la tenue d'une compétition, doit :

- I. obtenir des autorités municipales, gouvernementales, scolaires, privées ou autres les autorisations appropriées afin de pouvoir tenir une compétition;
- II. fournir un plan d'urgence pour vérification;
- III. s'assurer que le niveau d'eau est constant, contrôlé et/ou adéquat sur l'aire de compétition durant celle-ci en communiquant avec les autorités concernées.

PERSONNEL

51. Les personnes suivantes doivent être présentes lors d'une compétition provinciale, nationale ou internationale sanctionnée par la Fédération :

- I. directeur de compétition
- II. chef technique
- III. traceur de parcours
- IV. juge en chef
- V. responsable de la sécurité

52. Cumulation

Un membre de l'organisation peut cumuler plusieurs fonctions au cours d'une compétition locale, régionale ou provinciale.

DIRECTEUR DE COMPÉTITION

Le directeur de compétition doit être âgé de 18 ans ou plus.

53. Responsabilités du directeur de compétition

Le directeur de compétition doit :

- I. faire une demande de sanction de la compétition auprès de EVQ;
- II. sélectionner une section adéquate pour la tenue de la compétition;
- III. s'assurer que l'organisateur détient ou est couvert par une police d'assurance responsabilité (offerte par l'affiliation à EVQ pour les organisations membres)

- IV. s'assurer que les participants sont membres de EVQ ou recueillir les cotisations au nom d'EVQ afin que les participants soient couverts en tant que membres temporaires;
- V. s'assurer qu'une période d'entraînement officielle soit prévue;
- VI. être disponible lors de l'inspection et répondre à toute demande du représentant de EVQ afin d'améliorer les lieux, les installations, les équipements ou les services, afin de les rendre conformes aux normes prévues aux présents règlements;
- VII. s'assurer de la présence du personnel nécessaire conformément aux normes prévues à la **section personnel**;
- VIII. s'assurer de la disponibilité des services et des équipements de sécurité prévus à la **section service**;
- IX. prévenir les services ambulanciers et la Sûreté du Québec de la tenue de la compétition et s'assurer de leur disponibilité en cas d'urgence;
- X. s'assurer que la section est inspectée par les officiels avant le début de la compétition et y apporter toute correction nécessaire, le cas échéant;
- XI. s'assurer que les officiels inspectent les équipements, les installations ainsi que les systèmes d'arbitrage, de sécurité, de sauvetage, de premiers soins et de chronométrage avant la compétition;
- XII. être disponible pour toute demande d'inspection ou de correction demandée par un participant, un entraîneur, un officiel ou un responsable technique travaillant à l'organisation;
- XIII. préparer les modalités d'application du plan d'urgence, décrites à l'**annexe 1**, et les communiquer au personnel de la sécurité;
- XIV. s'assurer du maintien de l'ordre sur le site de la compétition;
- XV. s'assurer que le site de compétition est laissé dans le même état qu'avant l'évènement et que les portes, les fiches, les quais provisoires, les filins d'acier, les bouées sont retirés des abords de la rivière immédiatement après la compétition;
- XVI. fournir à EVQ dans un délai de 15 jours ouvrables suivant la fin de la compétition un rapport écrit de tout accident ou de toute infraction aux présents règlements ayant pu survenir pendant la compétition;
- XVII. fournir à EVQ dans un délai de 30 jours ouvrables suivant la fin de la compétition un rapport final, qui comprend une liste électronique des participants, des bénévoles et des employés, et des résultats obtenus;
- XVIII. payer à EVQ, dans un délai de 60 jours ouvrables suivant la fin de la compétition, tous les frais associés à la sanction, à l'assurance et à l'administration de tous les aspects de l'évènement.

TRACEUR DE PARCOURS

54. Le traceur de parcours doit :

- I. concevoir un parcours;
- II. s'assurer que le parcours est réalisable et qu'il correspond au niveau des participants;
- III. faire tester le parcours par un payeur expérimenté qui ne participe pas à l'évènement;

- IV. faire approuver le parcours par le juge en chef et le comité des entraîneurs.

CHEF TECHNIQUE

55. Le chef technique doit voir à l'installation et au fonctionnement des équipements techniques nécessaires au déroulement de la compétition.

OFFICIEL AUX COMMUNICATIONS ET À LA SÉCURITÉ

56. L'officiel aux communications et à la sécurité est responsable de la conception et de l'application du plan d'urgence en plus d'assurer la communication avec les services d'urgence. Il doit également être détenteur d'un certificat de secourisme de 16 heures ou plus et doit être âgé de 18 ans.

L'organisateur (ou toute autre personne désigné) d'une compétition ou d'un spectacle à caractère sportif doit également s'assurer, lorsque survient un accident ayant causé une blessure lors d'une compétition qu'un rapport de l'événement sur la formule prévue à l'annexe 3 soit rempli et en faire parvenir une copie à la fédération dans les 15 jours de l'événement.

CHAPITRE 7. LES LIEUX OÙ SE DÉROULE UN ÉVÈNEMENT, UNE COMPÉTITION OU UN SPECTACLE À CARACTÈRE SPORTIF

INSTALLATIONS SPORTIVES REQUISES

57. Organisation

Toute organisation membre d'Eau Vive Québec peut organiser un évènement, une compétition ou un spectacle à caractère sportif à condition de respecter toutes les exigences décrites dans le présent règlement de sécurité.

58. Lieux

Le choix du lieu où se déroule un évènement, une compétition ou un spectacle à caractère sportif doit être fait en fonction des exigences de la discipline, de la classification des rivières ou du plan d'eau, du niveau technique des participants et des considérations de sécurité propres à Eau Vive Québec, à l'évènement et à son emplacement.

Tous les évènements doivent se tenir à une distance minimale de 50 mètres ou plus en amont d'un rapide de classe V, soit la distance qui détermine les zones d'eau calme. En deçà de ces distances, au moins une personne dans une embarcation doit être présente à la fin du parcours afin d'assurer la sécurité des participants.

Une équipe de sécurité indépendante, qualifiée et adéquate doit se trouver à proximité de chaque rapide faisant partie de l'arène ou du parcours de course. Elle doit s'assurer d'être visible et de pouvoir répondre dans un délai raisonnable en cas d'incident.

59. Qualité du lieu

L'arène de l'évènement doit être libre d'arbres, de fils de fer ou de tout autre débris pouvant constituer un danger non inhérent à la pratique de l'activité, et doit être inspecté par le responsable de la sécurité ou un membre désigné de son équipe, le matin de l'évènement avant l'arrivée des participants.

60. Zone des spectateurs

Les zones interdites aux spectateurs doivent être délimitées et sous surveillance.

LE DÉROULEMENT ET LA SUPERVISION

61. Les rampes de départ et le système de suspension pour le slalom doivent être vérifiés par le chef de la sécurité ou un membre désigné de son équipe, immédiatement avant le début de l'évènement.

Toutes les vérifications de l'équipement des participants doivent être effectuées avant leur heure de départ sur le site, près de la ligne de départ de la compétition ou du point d'entrée dans l'arène de compétition.

L'ACCESSIBILITÉ ET LA CONFORMITÉ DES LIEUX

62. Afin de se conformer aux règlements décrits dans le présent document, tout événement se déroulant dans un lieu public doit respecter les normes et règles d'accessibilité et de sécurité en vigueur selon les différentes exigences de l'espace ou du bâtiment (par exemple : accès pour les personnes à mobilité réduite, sortie de secours, etc.).

CHAPITRE 8. LES INSTALLATIONS ET LES ÉQUIPEMENTS UTILISÉS LORS D'UN ÉVÈNEMENT, D'UNE COMPÉTITION OU D'UN SPECTACLE À CARACTÈRE SPORTIF

Les dispositions des chapitres 1 et 7 s'appliquent à ce chapitre, en ajoutant les éléments suivant :

SYSTÈME DE SUSPENSION POUR LE SLALOM

63. Lors des entraînements ou des enseignements sur les lacs, les rivières ou en piscine, le système de suspension supportant les portes et leurs fiches, ainsi que la signalisation doivent :

- I. utiliser des fils d'acier – les fils doivent avoir au moins une grosseur 3/32, peu importe la distance;
- II. être attaché à un arbre, à un poteau ou à un point d'ancrage capable de supporter les charges nécessaires;
- III. être recouverts aux points de contact avec un arbre afin de ne pas abîmer l'écorce, si le système est attaché à un arbre.

64. Essai du parcours

Le parcours doit être approuvé par une personne déléguée par le Comité d'organisation, Eau Vive Québec, CKC, Surf Canada, l'ICF, l'IRF ou l'ISA selon le niveau de la compétition. Lors de compétitions de niveau national ou international, le parcours doit être aussi approuvé par les équipes participantes.

65. Sécurité du parcours

Le parcours d'une compétition doit être débarrassé de la présence d'arbres, de fils de fer ou de tout autre débris pouvant mettre en danger les participants. Voir chapitre 9.

CHAPITRE 9. LES SERVICES ET ÉQUIPEMENTS DE SÉCURITÉ REQUIS LORS D'UN ÉVÈNEMENT, D'UNE COMPÉTITION OU D'UN SPECTACLE À CARACTÈRE SPORTIF

SERVICES

66. Service de sécurité

L'organisateur doit assigner des personnes âgées de 16 ans ou plus au maintien de l'ordre et de la sécurité.

67. Service médical

Un médecin ou un physiothérapeute doit être présent lors d'une compétition panaméricaine ou internationale.

68. Service de premiers soins

Une personne ayant reçu une formation de premiers soins d'Ambulance St-Jean, de la Société canadienne de la Croix-Rouge ou de la Société de Sauvetage, ou qui détient un diplôme d'études médicales ou paramédicales doit être présente en tout temps durant une compétition.

69. Équipes de sécurité

Les équipes de sécurité doivent respecter les critères suivants :

- I. Durant une compétition, les équipes de sécurité doivent assurer en tout temps une communication verbale ou visuelle entre elles, et une équipe comptant au moins deux embarcations doit être postée à la fin du parcours;
- II. En descente (rafting, canoë-kayak et planche à pagaie), une équipe de deux embarcations de sécurité, dont un des membres de cette équipe détient le brevet SEV 2, doit être placée à chaque section jugée dangereuse par le responsable au sauvetage. Dans le cas d'un sauvetage, nous suggérons l'utilisation de canoës-kayaks ou de radeaux afin d'assurer le bon déroulement des opérations, mais il incombe au responsable de la sécurité d'évaluer si une planche à pagaie ou un canot sont les meilleurs outils pour l'environnement de pratique.
- III. En kayak-polo, au moins une personne dans l'équipe de sauvetage doit détenir le brevet, et au moins une personne détenant une formation de premiers soins avec RCR/DEA (16 h minimum).

ÉQUIPEMENTS ET INSTALLATIONS

70. Local de premiers soins

Le personnel de premiers soins doit disposer d'un local ou d'un emplacement identifié facilement accessible.

71. Trousse de premiers soins

Une trousse de premiers soins doit être accessible près de l'aire de compétition et contenir au moins le matériel décrit à l'**Annexe 2**. Au cours d'une compétition de descente, une trousse de premiers soins doit être placée au point de départ et une autre au point d'arrivée, dans le local ou l'emplacement réservé aux premiers soins.

72. Planche dorsale

Une planche dorsale doit être disponible et facilement accessible en tout temps sur le site ou dans le local de premiers soins.

73. Équipe de sauvetage

Chaque équipe de sauvetage doit avoir le matériel suivant :

- I. un sac à corde contenant une corde hydrofuge de 18 m de long et de 7 mm de diamètre (ces normes sont minimales);
- II. un couteau;
- III. un sifflet;
- IV. 4 mousquetons d'une résistance minimale de 1 500 kg;
- V. 2 sangles de 25 mm X 3 m;
- VI. 3 cordelettes de 5,5 mm ou 6 mm X 1,5 m;
- VII. des vêtements adaptés à l'activité et aux conditions de sauvetage.

74. Communication interne

Les équipes de sauvetage doivent disposer d'un moyen de communication radio, satellitaire ou cellulaire.

75. Communication externe

Un téléphone ou un autre système de communication électronique doit être accessible près de l'aire de l'évènement avec les numéros d'urgence suivants :

- I. ambulance;
- II. centre hospitalier;
- III. police;
- IV. service d'incendie.

76. Transport d'urgence

Un véhicule automobile doit être disponible près des lieux de l'évènement pour le transport en cas d'urgence.

CHAPITRE 10. LA PRÉVENTION, LA DÉTECTION ET LE SUIVI DES COMPORTEMENTS SUSCEPTIBLES DE METTRE EN PÉRIL LA SÉCURITÉ PHYSIQUE OU PSYCHOLOGIQUE DES PERSONNES

Dans le cadre de sa mission, Eau Vive Québec a la responsabilité de protéger ses membres en leur offrant un environnement sécuritaire, juste et fiable, peu importe le niveau, qu'il soit local, régional, provincial, national ou international.

En effet, Eau Vive Québec n'entend tolérer aucune forme d'abus, de harcèlement, de négligence ou de violence, physique, psychologique ou sexuelle, et ce, dans toutes les activités et tous les programmes sanctionnés et dispensés par elle et par ses membres.

Eau Vive Québec reconnaît l'importance de prendre les moyens raisonnables pour prévenir toute forme d'abus, de harcèlement, de négligence ou de violence et d'intervenir lorsqu'une telle pratique est portée à son attention.

SECTION 1

La prévention et la détection de comportements susceptibles de mettre en péril la sécurité et l'intégrité physique ou psychologique.

77. Pratique saine et sécuritaire

Le présent règlement de sécurité fait partie des règles auxquelles tout membre de la Fédération Eau Vive Québec est obligatoirement soumis. Il énonce un ensemble de dispositions applicables afin d'évoluer dans le milieu de manière saine et sécuritaire. Par ailleurs, la Fédération Eau Vive Québec déclare adhérer à l'Avis sur l'éthique en loisir et en sport, du ministère de l'Éducation, dont l'objectif principal est la reconnaissance des valeurs tels l'équité, la persévérance, le plaisir, la santé, la sécurité et l'intégrité, et la préservation d'un milieu du loisir et du sport sûr et accueillant pour tous.

78. Aide, accompagnement, référencement

La fédération incite ses membres à faire preuve de vigilance afin de détecter et dénoncer tout comportement inapproprié qui porte atteinte à l'intégrité physique ou psychologique d'une personne lors de la pratique du Canoë-kayak d'eau vive, de la planche à pagaie, du surf et du rafting. À cette fin, la Fédération Eau Vive Québec a des codes de conduite à respecter et s'assure de leur diffusion et de leur promotion auprès des membres. Dès son adhésion, tout membre doit être informé, par écrit, de l'existence de ces codes de conduite. De plus, la Fédération Eau Vive Québec s'engage à chaque début de saison à rappeler à ses membres de revoir les codes de conduite qui les concernent.

79. Filtrage

La Fédération Eau Vive Québec a mis en place des directives en matière de filtrage pour toutes personnes susceptibles d'entrer en contact avec des personnes mineures ou des personnes vulnérables dans le cadre de ses fonctions.

80. Formation

La Fédération Eau Vive Québec s'engage à promouvoir auprès de ses membres et les encourage à participer à des formations en matière de protection de l'intégrité. Ces formations devront avoir été approuvées au préalable par la Fédération Eau Vive Québec. Cette dernière s'engage également à faire connaître ces formations par le biais de son site internet. La Fédération Eau Vive Québec peut également exiger la participation de certaines catégories de membres à des formations, conférences, ou autres outils en rapport avec l'intégrité. Elle peut contrôler et s'assurer de la présence des personnes convoquées à participer ou en faire une condition préalable à la pratique de l'activité (entraîner, administrer, jouer ou autre).

SECTION 2

81. Suivis des comportements susceptibles de mettre en péril la sécurité et l'intégrité physique ou psychologique

Un processus de suivi de ces comportements est proposé par la Fédération Eau Vive Québec, notamment par l'entremise d'un mécanisme indépendant de traitement des plaintes qui recommande des sanctions auprès de la Fédération, le cas échéant. Ainsi toute personne impliquée doit dénoncer, tout abus, harcèlement, négligence, ou violence sous toutes ses formes commis sur une personne qui est elle aussi impliquée dans le milieu du Canoë-kayak d'eau vive, de la planche à pagaie, du surf et du rafting, qu'elle soit mineure ou majeure. Tout membre de la Fédération doit collaborer au processus de traitement d'une plainte et respecter la confidentialité inhérente au traitement de celle-ci. La Fédération Eau Vive Québec s'engage à respecter et mettre en place, le cas échéant, en collaboration avec ses membres s'il y a lieu, les mesures appropriées afin d'appliquer les décisions et sanctions rendues par son Conseil d'administration.

SECTION 3

82. Bagarres

Afin de prévenir la violence physique et psychologique pouvant entraîner des blessures mineures, graves ou dans des circonstances extrêmes un décès, la Fédération Eau Vive Québec a la responsabilité d'établir des règles d'intervention lorsque survient une bagarre, entre 2 personnes ou plus, dans le cadre d'un événement sportif (joute ou compétition) et ce, peu importe qu'il s'agisse de joueurs ou d'autres membres de l'équipe (entraîneur, assistant-entraîneur, soigneur, etc.). La Fédération s'assurera que les sanctions mentionnées dans les deux prochains paragraphes s'appliquent obligatoirement dès qu'un événement sportif implique la présence de personnes de moins de 18 ans. Dès qu'une bagarre survient, les personnes impliquées doivent systématiquement être expulsées de l'événement sportif et ce, qu'elles soient initiatrices ou pas de la bagarre. Également, ces mêmes personnes devront faire l'objet minimalement d'une suspension lors du prochain événement sportif (suspension pour la prochaine joute ou suspension pour le prochain événement). Le cas échéant, la Fédération pourrait demander à ses membres une liste des expulsions et suspensions survenues au cours d'une année.

CHAPITRE 11. LE CONTRÔLE DE L'ÉTAT DE SANTÉ DES PARTICIPANTS

Dans le cadre de sa mission, la Fédération a la responsabilité de protéger ses membres en leur assurant une pratique sportive saine et sécuritaire. Elle reconnaît que compte tenu de la nature de l'activité, du contexte de pratique ainsi que de l'historique et la culture de la discipline, les participants s'exposent à des risques faibles à modérés pouvant avoir un effet néfaste sur leur santé.

D'autres éléments sont également susceptibles d'affecter la santé des participants, notamment : l'usage de drogues et de substances dopantes, les boissons énergisantes, l'alcool, les régimes, une mauvaise utilisation des équipements, le surentraînement, etc.

ANTIDOPAGE

83. Aucune personne impliquée dans le milieu (participant, entraîneur, bénévole, parent, administrateur, salarié, fournisseur) ne doit faire usage ou être sous l'effet de drogues, de substances dopantes ou d'un autre produit prohibé durant une activité sanctionnée par la fédération (entraînement, partie, compétition, etc.).

La Fédération invite ses membres à s'informer sur l'antidopage en consultant les plateformes Web de diverses organisations, notamment le Programme canadien antidopage (PCA), la plateforme mondiale d'éducation et d'apprentissage en matière de lutte contre le dopage de l'Agence mondiale antidopage (AMA), les outils d'éducation du Centre canadien pour l'éthique dans le sport (CCES), etc.

La Fédération rappelle que les athlètes qui participent à des tournois ou compétitions peuvent être soumis à des contrôles sporadiques du dopage, effectués en vertu des programmes mentionnés ci-haut. Ils doivent donc s'abstenir d'utiliser toute substance pouvant s'avérer interdite. Les athlètes sont encouragés à s'informer auprès des organismes appropriés avant d'utiliser des substances.

SANTÉ GÉNÉRALE DES PARTICIPANTS

84. Retour progressif suite à une commotion cérébrale

Voir le chapitre 12 du présent règlement de sécurité.

85. Conditions climatiques

Les intervenants doivent être conscients des dangers possibles liés aux situations et aléas climatiques et doivent savoir réduire les risques et faire face à leur occurrence (exposition au soleil, au vent ou au froid, hypothermie, etc.).

Plusieurs des formations et certifications requises pour devenir intervenant d'Eau Vive Québec incluent une sensibilisation aux dangers de l'environnement (certificats de premiers soins,

d'entraînement et de sauvetage en eau vive). Pour de plus amples renseignements sur les formations de base sur ces sujets, veuillez consulter la Fédération.

86. Utilisation adéquate des équipements

Voir le **Chapitre 1** du présent règlement de sécurité.

87. Santé mentale et physique des personnes

Des habitudes saines pendant l'entraînement et dans la vie font partie intégrante du développement et de la participation continue de chaque membre de notre communauté. Pour plus d'informations sur un large éventail de sujets liés à la promotion d'une vie et de relations saines et positives, veuillez consulter Eau Vive Québec.

CHAPITRE 12. LA PRÉVENTION, LA DÉTECTION ET LE SUIVI DES COMMOTIONS CÉRÉBRALES

La Fédération reconnaît que la pratique des sports d'eau vive peut comporter des risques faibles à modérés de blessures, notamment des commotions cérébrales. Lorsqu'une telle blessure survient, il est primordial d'appliquer les procédures reconnues en matière de prévention et de gestion dans ces situations.

Tous les membres et toutes les personnes impliquées lors d'un entraînement ou d'une compétition doivent connaître leurs rôles et responsabilités à cet égard.

PRÉVENTION, INFORMATION ET SENSIBILISATION

88. La Fédération informera et sensibilisera régulièrement ses membres et toutes personnes impliquées dans un entraînement ou une compétition par l'entremise de différents outils publiés sur son site internet. Voici quelques exemples de sujets :

- Risques de commotion cérébrale associés à la pratique des sports d'eau vive, existence des outils d'évaluation, gestion des commotions cérébrales et plan de retour progressif à l'activité;
- Formations reconnues par la fédération proposées et/ou obligatoires;
- Aménagements potentiels des installations sportives pouvant réduire les risques de commotions cérébrales lors d'entraînements et de compétitions;
- Importance d'informer et de sensibiliser les parents et les tuteurs d'athlètes sur la gravité des commotions cérébrales et sur l'importance de les traiter diligemment;

DÉTECTION ET GESTION

89. Eau Vive Québec rappelle à tous ses membres et à toutes personnes impliquées dans un entraînement ou une compétition de mettre en application l'ensemble des directives incluses dans le Protocole de gestion des commotions cérébrales pour le milieu de l'éducation et dans le cadre d'activités récréatives et sportives du ministère de l'Éducation.

Voici le lien pour y accéder :

www.education.gouv.qc.ca/commotion

Ce protocole explique notamment :

- Ce qu'est une commotion cérébrale;
- Le retrait immédiat du participant en cas d'incident ou de possibilité d'une commotion;
- L'importance de consigner l'incident;
- Comment identifier les signaux d'alerte et les symptômes observés et ressentis par le participant;

- Les circonstances nécessitant une évaluation médicale en urgence ou en clinique;
- Le plan détaillé du retour à l'activité récréative, scolaire et sportive;
- Le rôle et la responsabilité de chacun des acteurs (entraîneur, parents, participants, etc.);
- L'outil de consignation qu'est la fiche de suivi.

La fédération rappelle :

- L'importance d'en aviser le participant et les tuteurs ou parents en début de saison, et de l'application du protocole par les membres de l'équipe;
- L'importance d'une communication efficace entre les différents intervenants et parents lors d'un incident pouvant potentiellement causer une commotion cérébrale;
- L'importance de déclarer un incident et ne pas le banaliser;
- L'importance de tenir un registre d'accident permettant de faire un suivi individuel des blessures;
- L'importance d'avoir des installations sécuritaires minimisant les risques de commotion cérébrales.

CHAPITRE 13. LES SANCTIONS EN CAS DE NON-RESPECT DU RÈGLEMENT

90. PARTICIPANT, INTERVENANT, CLUB

Le conseil d'administration de la Fédération peut, à sa discrétion, réprimander, suspendre ou exclure un participant, un intervenant ou un club qui contrevient au présent règlement de sécurité.

91. ORGANISATEUR

Le conseil d'administration de la Fédération peut refuser à un organisateur le droit de présenter une compétition sanctionnée par la Fédération.

92. DÉCISIONS DES OFFICIELS

Les décisions rendues par un officiel conformément aux règles du jeu et les sanctions qu'il impose, le cas échéant, sont exécutoires immédiatement et ne peuvent faire l'objet d'un appel devant le ministre. Dans le cas d'infractions majeures ou de l'accumulation d'infractions, des sanctions peuvent s'ajouter à celles rendues par l'officiel.

En cas de conflit entre le présent règlement de sécurité et toutes autres règles en vigueur à la Fédération, les dispositions de ce présent règlement de sécurité auront préséance.

93. AUDITION

La Fédération doit aviser par écrit le contrevenant de chaque infraction reprochée, indiquer qu'il est passible d'une sanction et lui donner l'occasion de se faire entendre lors d'une audience dans un délai raisonnable.

94. DÉCISION ET DEMANDE DE RÉVISION

La Fédération doit expédier par courrier recommandé ou certifié une copie de sa décision à la personne visée, dans un délai de 10 jours suivant la date de l'infraction, et l'informer qu'elle peut en demander la révision par le ministre. Cette demande de révision doit être déposée dans les 30 jours suivant la réception de la décision, conformément à la Loi sur la sécurité dans les sports (L.R.Q., c.S-3.1).

ANNEXE 1 - PLAN D'URGENCE

Plan de l'emplacement avec indication des services et des équipements de sécurité :

- I. voies et points d'accès pour l'évacuation;
- II. poste téléphonique et numéros d'urgence;
- III. trousse de premiers soins;
- IV. planche dorsale;
- V. matériel de sauvetage;
- VI. équipes de sécurité;
- VII. équipes de premiers soins et de maintien de l'ordre.

ANNEXE 2 - TROUSSE DE PREMIERS SOINS

La trousse de premiers soins doit contenir au minimum les éléments suivants :

- ciseaux à bandage
- pince à écharde
- 3 épingles de sureté (grandeurs assorties)
- 10 pansements adhésifs stériles de diverses dimensions
- 10 compresses de gaze stériles (5 cm X 5 cm ou plus grand)
- 1 rouleau de bandage stérile de 5 cm
- 1 rouleau de bandage stérile de 10 cm
- 1 rouleau de pansement (25 mm X 9 m)
- 1 bandage élastique de 5 cm
- 1 paquet de pansements de rapprochement
- 2 pansements résistants à l'eau (p. ex : Biopore)
- 1 pansement pour ampoules (p. ex : Moleskin)
- 10 serviettes antiseptiques (BZK)
- crème antibiotique
- 1 barrière de protection buccale
- 2 paires de gants en latex
- 1 thermomètre
- 6 cotons-tiges stériles
- 1 couverture thermique
- formulaire de rapport d'accident
- crayon

POUR LES COMPÉTITIONS, AJOUTER :

- éclisses de grandeurs assorties
- glace naturelle ou artificielle
- collier cervical
- nécessaire pour traiter l'hypothermie (couverture et collations énergétiques ou l'équivalent).

ANNEXE 3 – RAPPORT D'INCIDENT



2001, av. McGill College, bureau 2200 Montréal (Québec) H3A 1G1
T. 514 843-3632 | 1 800 465-2842 | F. 514 843-3842 | E. claims@bflcanada.ca

RAPPORT D'INCIDENT RESPONSABILITÉ CIVILE GÉNÉRALE (blessures corporelles ou dommages matériels à des tiers)

Urgence : 514 461-4444

Signalez chaque incident au bureau ci-haut mentionné et à votre fédération sportive dans les plus brefs délais

Détenteur de police			
Nom :		Contact :	
Nom de l'emplacement :		Téléphone : poste	Télécopieur :
Adresse complète :			
Quel contrôle exercez-vous sur les lieux où l'incident a eu lieu ? Cliquez ici			

Blessures corporelles	
Nom de la personne blessée :	Adresse:
Où et par qui est-elle employée?	
Nature et étendue des blessures :	
Nom du médecin ou de l'hôpital où la personne blessée a été transportée :	
Pourquoi la personne blessée se trouvait-elle sur les lieux?	

Dommages aux biens	
Nom du propriétaire :	Téléphone : poste
Adresse complète :	
Nature du bien et étendue des dommages :	

Description de l'incident		
Date de l'incident :	Heure :	Cliquez ici
Endroit (rue, ville) :		
Description complète et cause de l'incident :		

Témoins	
Noms et adresses complets des témoins (incluant ceux qui ont inspecté l'emplacement immédiatement avant ou après l'incident ainsi que ceux des témoins de l'incident (ajoutez une page supplémentaire, au besoin) :	
Nom du propriétaire :	
Adresse complète :	
Nom du propriétaire :	
Adresse complète :	
Nom du propriétaire :	
Adresse complète :	



2001, av. McGill College, bureau 2200 Montréal (Québec) H3A 1G1
T. 514 843-3632 | 1 800 465-2842 | F. 514 843-3842 | E. claims@bflcanada.ca

RAPPORT D'INCIDENT
Responsabilité civile générale
Page 2 de 2

Urgence : 514 461-4444

Enquête de l'incident par l'assuré

Déclaration par un tiers sur les causes de l'incident :

Attitude du réclamant :

Croyez-vous qu'il y aura une réclamation ?

Cliquez ici

Une tierce partie (i.e. locataire, propriétaire, entretien, entrepreneur en déneigement, etc.) est-il tenu d'avoir une assurance couvrant ce type d'incident ?

Cliquez ici

Cet incident a-t-il été rapporté à un tiers ?

Cliquez ici

Si oui, lequel ?

Cliquez ici

Veillez attacher une copie du certificat d'assurance.

Autres informations ou commentaires

Date du rapport :

Par :

Nom de la personne qui a rempli ce rapport

bflcanada.ca